

## #4 Réponses de la protection sociale à la Covid-19

Une approche multidimensionnelle pour protéger les travailleuse·eur·s informels

### Introduction

Face à la pandémie de COVID, de nombreuses organisations de travailleurs du monde entier plaident en faveur d'une réponse politique multidimensionnelle dans le cadre de leur plateforme de revendications. Celle-ci doit couvrir les différentes dimensions des besoins d'une personne, telles que la sécurité alimentaire, le logement, l'accès aux services publics, la santé, l'éducation, le remboursement des dettes et le remplacement des revenus. Si elles sont correctement coordonnées, les interventions multiples peuvent se renforcer et s'amplifier les unes les autres.

Ce dossier se concentre sur trois pays qui ont adopté des réponses multiples pour faire face à l'impact de la pandémie, en évaluant l'impact et la pertinence de ces réponses pour répondre aux besoins des travailleuse·eur·s informels, par le biais de transferts d'argent, de mesures de sécurité alimentaire, de subventions aux services publics et de renforcement des compétences.

### Argentine<sup>1</sup>

L'Argentine a confirmé son premier cas de Covid-19 le 3 mars et quelques jours plus tard, le 14 mars, elle a annoncé une série de mesures de distanciation sociale, qui ont abouti à un blocage total le 20 mars. Parallèlement aux mesures sanitaires et d'endiguement, le gouvernement a lancé un ensemble de politiques économiques et sociales pour atténuer les effets du confinement sur la population argentine. L'Argentine est sans doute le pays de la région qui a mis en œuvre l'une des plus vastes combinaisons de mesures.

### Protection des revenus

La principale politique d'urgence était l'Ingreso Familiar de Emergencia (IFE, subvention d'urgence pour les familles), annoncée le 23 mars, trois jours seulement après le début du blocage complet. L'IFE consiste en un paiement forfaitaire de AR\$ 10 000 (US\$ 142), destiné à 3,6 millions de travailleurs, y compris les travailleuse·eur·s informels et les travailleuse·eur·s domestiques. Le nombre de bénéficiaires a largement dépassé le plan, et quelque 9 millions de personnes ont reçu la subvention (soit 20 % de la population argentine). On estime qu'environ la moitié des bénéficiaires étaient des travailleuse·eur·s informels, et l'autre moitié des travailleurs nouvellement vulnérables, issus de la classe moyenne. Ce paiement a été effectué tout au long du mois d'avril. Dans le cadre de la poursuite du blocage, le gouvernement a annoncé le 8 juin qu'un deuxième versement de AR\$ 10 000 serait effectué jusqu'à la fin de ce mois. Les organisations de travailleuse·eur·s informels ont toutefois fait état de certaines difficultés d'accès à cette prestation, car de nombreux travailleurs n'ont pas de compte

---

<sup>1</sup> Cette étude s'appuie sur les informations recueillies lors d'un entretien avec Carolina Palacio, de la Fédération National Argentinne de Récupérateur (FACCyR, Federación Argentina de Cartoneros, Carreros y Recicladores), et membre de l'équipe UTEP et WIEGO.

bancaire. Le gouvernement a également fixé une subvention de AR\$ 3 000 (US\$ 42) pour les travailleurs essentiels, dont les récupérateurs de déchets. De nombreux récupérateurs de déchets ont décidé d'arrêter de travailler dans les rues, en raison des risques et du manque d'équipements de protection adéquats, et de travailler plutôt dans les "soupes populaires" de la communauté, en cuisinant et en distribuant de la nourriture aux personnes dans le besoin.

### **Sécurité alimentaire**

En effet, d'un pays à l'autre, la sécurité alimentaire a été identifiée comme une préoccupation commune (voir l'[édition n°3 des réponses de la protection sociale à la Covid-19](#)). Dans le cas de l'Argentine, le gouvernement a mis en œuvre une série de politiques en matière de sécurité alimentaire. Tout d'abord, il a pris la décision de fournir de la nourriture aux "soupes populaires" communautaires. Il s'agit d'initiatives de base, gérées par des associations et des syndicats, comme l'UTEP, qui organisent des bénévoles pour préparer et servir de la nourriture aux personnes dans le besoin dans leurs quartiers. Le gouvernement a également veillé à faire de ces soupes populaires un service essentiel, afin qu'elles puissent continuer à fonctionner pendant la période de fermeture.

En plus des mesures décrites ci-dessus, le gouvernement a fixé le contrôle des prix des articles d'un panier alimentaire de base pendant 30 jours, afin d'éviter les abus dans les premières semaines de la fermeture. Il a également complété son programme de bons alimentaires "Tarjeta Alimentar" (carte alimentaire) de AR\$ 4 000 et AR\$ 6 000 (US\$ 57 et US\$ 85) pour les familles avec un enfant et deux enfants ou plus, respectivement. Les organisations de travailleuse·eur·s informels critiquent toutefois la carte alimentaire comme étant la principale réponse, au motif qu'elles considèrent que la carte est largement insuffisante pour répondre aux besoins des travailleurs pauvres. Elles demandent au contraire que le gouvernement soutienne davantage les organisations de travailleuse·eur·s informels qui organisent des "soupes populaires" communautaires dans les quartiers pauvres, car la demande est ici plus importante que la nourriture fournie par le gouvernement. À cet égard, il est important que les gouvernements ne se contentent pas de mettre en œuvre des mesures venant d'en haut, mais que leur réponse intègre un soutien aux initiatives de base existantes qui sont déjà en place sur le terrain.

### **Factures de services publics et loyer**

Les travailleurs ayant subi une perte de revenus en raison de la quarantaine, l'une des principales réponses politiques a été de garantir un accès continu aux services essentiels. Le 24 mars, le gouvernement a déclaré qu'aucun service public ne pouvait être suspendu, même si les trois factures précédentes n'avaient pas été payées. Plus important encore, la même mesure a été appliquée au paiement du loyer : les locataires ne pouvaient pas être expulsés de leur logement si le paiement du loyer n'était pas effectué pendant la période de quarantaine. Le 18 mai, le gouvernement a décidé que les factures de services publics, y compris l'internet et le téléphone portable, ne pouvaient pas être augmentées avant le 31 août. Les organisations

informelles de travailleurs déclarent qu'il n'y a pas eu de rapports d'expulsions massives ou d'interruption de services, ce qui indique que cette mesure a réussi à atteindre son objectif.

### **Deux poids, deux mesures : Politiques pour les travailleurs formels**

Outre les mesures mentionnées ci-dessus, qui ont principalement bénéficié aux travailleuse-ur-s informels, le gouvernement a également introduit certaines politiques visant à protéger les travailleurs du secteur formel, telles que les congés maladie payés pour les travailleurs de plus de 60 ans, une augmentation des pensions et, surtout, il a fixé une subvention salariale pour les travailleurs du secteur privé formel, de 50% de leur salaire mensuel, jusqu'à deux salaires minimums par travailleur. La subvention s'applique aux travailleurs qui gagnent l'équivalent d'au moins deux salaires minimums et jusqu'à quatre salaires minimums. Cette prestation plus élevée a suscité les critiques des organisations de travailleuse-ur-s informels, qui ont affirmé qu'il y avait deux poids deux mesures dans l'application du revenu d'urgence pour les travailleurs pauvres et les travailleurs de la classe moyenne.

## **Burkina-Faso**

Au Burkina Faso, l'épidémie de COVID-19 a été officiellement déclarée par le gouvernement le 10 mars 2020. Le 26 mars, un couvre-feu national (de 19 heures à 5 heures du matin) a été annoncé et l'état d'urgence sanitaire a été déclaré. À partir du 27 mars, toutes les villes ayant signalé au moins un cas confirmé de COVID-19, y compris Ouagadougou, ont été fermées pendant 14 jours, et des mesures de fermeture localisées sont restées en place dans les villes où des cas de COVID-19 ont été signalés. À Ouagadougou, trente-six marchés principaux ont été fermés.

### **Transfert d'argent ciblé pour les vendeurs de fruits et légumes**

Le Burkina Faso a été félicité pour l'adoption de mesures socio-économiques visant à soutenir les travailleurs employés dans l'économie informelle pendant la pandémie. Dans une annonce publique, le gouvernement s'est engagé à verser 5 milliards de francs CFA (8,3 millions de dollars US) en espèces à cinq millions de vendeurs informels de fruits et légumes, dont beaucoup sont des femmes. Toutefois, aucun détail n'a été fourni sur la durée du programme ni sur la manière dont ces groupes seraient identifiés.

Il s'agit d'une intervention très nécessaire et bien ciblée. Les commerçants qui vendent des fruits et légumes ont été particulièrement touchés par le verrouillage du COVID car leur stock est périssable. Cela signifie qu'ils ont perdu tout leur capital. Les ménages engagés dans ce secteur sont également moins susceptibles d'être inclus dans les programmes de protection sociale car il n'existe souvent aucune trace de travailleuse-ur-s informels. Notre affilié au Burkina Faso, le Syndicat National des Vendeurs des Fruits et Légumes (SYNAVFL), nous a toutefois informés que l'octroi de cette subvention a été politisé, favorisant les partisans du gouvernement et n'a donc pas toujours atteint les bénéficiaires prévus.

### **Eau et électricité subventionnées**

Le président a également annoncé des subventions pour les factures d'eau et les points d'eau, et des subventions pour les factures d'électricité (100% pour certains types de connexions, 50% pour d'autres), ainsi que la suppression des pénalités sur les factures d'eau et d'électricité. D'autres mesures ont été prises, notamment la réduction de 50% du coût des kits de panneaux solaires pour les ménages pauvres, et enfin, des subventions sur les coûts de l'eau et de l'électricité pour les vendeurs du marché. Notre affilié au Burkina Faso, le SYNAVFL, rapporte que de nombreuses personnes ont bénéficié de ces mesures, mais qu'elles n'ont pas atteint tous ceux qui en avaient besoin. En effet, les subventions ont été orientées vers les ménages disposant d'électricité et d'eau courante. Le Burkina Faso est l'un des pays les moins électrifiés au monde, et beaucoup de ses citoyens n'ont pas accès à l'eau potable. Le SYNAVFL nous a informés qu'aucun camion-citerne de distribution d'eau n'était prévu pour les très pauvres. Ils ont cependant eu accès à des points de distribution où l'eau est normalement vendue. Celle-ci était censée être fournie gratuitement, mais certains individus ont continué à la faire payer, avec peu de recours.

### **Sécurité alimentaire**

En termes de sécurité alimentaire, le gouvernement a annoncé la distribution de secours alimentaires et le contrôle des prix des aliments de base et des combustibles de cuisson. Il n'est pas clair si des mesures spécifiques ont réellement été prises par le gouvernement, qui ont échoué, ou s'il s'agissait simplement d'une promesse vide de sens. Notre affilié au Burkina Faso, le SYNAVFL, rapporte que les prix des denrées alimentaires et des combustibles ont en fait augmenté, tandis que la distribution de l'aide alimentaire a une fois de plus favorisé les partisans des partis politiques.

### **Indonésie**

En réponse à la pandémie, l'Indonésie a augmenté ou étendu la couverture des programmes de protection sociale existants et a mis en place de nouveaux programmes. Elle a également augmenté les subventions aux services publics, étendu le Jaminan Kesehatan Nasional (JKN) - le régime national d'assurance maladie -, mis en œuvre des mesures de sécurité alimentaire, assoupli les conditions des prêts et les taxes pour tous les travailleurs, et a mis en place et étendu son programme de formation professionnelle pour les chômeurs. Nous évaluons ici l'impact et la pertinence des transferts de fonds du gouvernement, de la sécurité alimentaire et des initiatives de formation continue pour les travailleurs du secteur informel.

### **Transferts de fonds conditionnels et inconditionnels**

Le gouvernement indonésien a augmenté les prestations de son programme "Espoir familial" existant (Program Keluarga Harapan PKH), un programme national de lutte contre la pauvreté qui utilise des transferts conditionnels en espèces. Les transferts représentent environ 15% à 20% de la consommation des bénéficiaires et sont reçus trimestriellement pendant 6 à 9 ans. Dans le cadre de ses mesures d'aide COVID, le gouvernement a annoncé une augmentation de

50 000 Rp (US\$ 4) pour ce programme national de transferts d'argent liquide existant, portant le montant total à 200 000 Rp (US\$ 14), à distribuer mensuellement. Certaines sources médiatiques ont indiqué que ce sera pour une période de 9 mois, tandis que d'autres ont cité 6 mois. L'éligibilité est limitée à ceux qui ont une carte PKH.

En plus de l'extension des régimes conditionnels existants, le gouvernement a lancé des transferts en espèces pour ceux qui ne sont pas couverts par ces régimes, mais qui sont toujours inscrits dans les registres sociaux (ceux-ci sont destinés à ceux qui ont perdu leur emploi ou leurs activités économiques dans le Grand Jakarta et ses villes satellites). Ces bénéficiaires ont reçu une allocation de 600 000 Rp (US\$ 38) par mois pendant trois mois, distribuée par le service postal national. Le gouvernement a réservé 19,4 billions de Rp pour ce programme, qui est destiné à couvrir environ 30 à 40 % des plus pauvres qui ne bénéficient ni du PKH ni du programme gouvernemental de nourriture abordable. Pour couvrir les zones rurales, le Fonds villageois de transfert inconditionnel d'argent (BLT Dana Desa) a été mis en place et est destiné à atteindre 10 à 12 millions de ménages qui ne sont pas dans la base de données sociales du DTKS, après vérification par une administration locale.

Près de 24,8 millions d'Indonésiens vivent actuellement sous le seuil de pauvreté absolue de moins d'un dollar par jour. Le président Widodo a annoncé qu'ils sont tous désormais éligibles pour recevoir des transferts conditionnels en espèces et une aide alimentaire. La question est de savoir avec quelle précision le gouvernement peut exécuter ce programme élargi ?

L'Indonésie dispose actuellement de deux mécanismes de données sur la pauvreté pour la distribution de l'aide sociale : L'un est le DTKS, qui contient des données sur les 40 % d'Indonésiens les plus pauvres, et l'autre est le système numérique d'assistance sociale, qui a été développé sous le nom de Programme Sembako en 2019. Actuellement, cependant, seuls 42,6% et 44% des personnes inscrites au programme "Espoir familial" et à l'aide alimentaire, respectivement, reçoivent effectivement cette aide. Une partie du problème est liée à la capacité des gouvernements locaux à mettre activement à jour ces bases de données. Il a été rapporté dans la presse qu'à l'heure actuelle, seuls 50 régences et municipalités mettent activement à jour leurs données, et que des millions d'entrées dans le DTKS sont encore incomplètes ou inexactes.

### **Sécurité alimentaire**

Le programme d'alimentation abordable de l'Indonésie (Sembako Murah), a étendu sa couverture de 15,2 à 20 millions de ménages à faible revenu en réponse à la pandémie. Sembako Murah utilise des bons d'alimentation électroniques pour permettre aux ménages d'acheter des produits alimentaires de base à des prix réduits. La somme fournie par ménage a également été augmentée de 150 000 à 200 000 Rp par mois. Pour ceux qui ne sont pas déjà couverts par le PKH ou Sembako Murah, il existe le fonds présidentiel bantou (assistance présidentielle) qui cible les micro-entreprises, les travailleurs créatifs saisonniers et autres

travailleuse-ur-s informels, et qui vise à fournir une aide alimentaire à 1,9 million de ménages touchés à Jakarta et dans les zones urbaines.

Comme pour les transferts d'argent liquide, cette mesure ne sera efficace que si les systèmes mis en place pour sa mise en œuvre sont efficaces. Les experts du travail en Indonésie mettent en garde contre la lenteur des processus bureaucratiques actuels de distribution de l'aide et contre le fait qu'ils n'atteignent pas tous ceux qui en ont besoin. C'est un sujet de préoccupation. En ce qui concerne l'engagement du gouvernement à stabiliser les prix, cela ne fonctionnera que si les chaînes d'approvisionnement locales sont protégées afin d'éviter les pénuries alimentaires et l'inflation des prix des denrées alimentaires.

### **Fonds pour la formation et le perfectionnement**

Le programme indonésien d'alimentation à prix abordable (Sembako Murah), a étendu sa couverture de 15,2 à 20 millions de ménages à faible revenu en réponse à la pandémie. Sembako Murah utilise des bons d'alimentation électroniques pour permettre aux ménages d'acheter des produits alimentaires de base à des prix réduits. La somme fournie par ménage a également été augmentée de 150 000 à 200 000 Rp par mois. Pour ceux qui ne sont pas déjà couverts par le PKH ou Sembako Murah, il existe le fonds présidentiel bantou (assistance présidentielle) qui cible les micro-entreprises, les travailleurs créatifs saisonniers et autres travailleuse-ur-s informels, et qui vise à fournir une aide alimentaire à 1,9 million de ménages touchés à Jakarta et dans les zones urbaines.

Comme pour les transferts d'argent liquide, cette mesure ne sera efficace que si les systèmes mis en place pour sa mise en œuvre sont efficaces. Les experts du travail en Indonésie mettent en garde contre la lenteur des processus bureaucratiques actuels de distribution de l'aide et contre le fait qu'ils n'atteignent pas tous ceux qui en ont besoin. C'est un sujet de préoccupation. En ce qui concerne l'engagement du gouvernement à stabiliser les prix, cela ne fonctionnera que si les chaînes d'approvisionnement locales sont protégées afin d'éviter les pénuries alimentaires et l'inflation des prix des denrées alimentaires.

### **Conclusion**

Pour qu'une réponse COVID multidimensionnelle soit efficace, il est essentiel que les différentes mesures introduites soient correctement coordonnées afin de travailler ensemble pour un impact maximal, et qu'elles ne se contredisent pas ou ne se sapent pas les unes les autres. Prenons par exemple la fourniture d'eau gratuite par le gouvernement du Burkina Faso comme réponse COVID. Cette mesure vise à améliorer l'accessibilité à l'eau, ce qui est particulièrement crucial pour les EPI (Équipements de Protection Individuels). Cependant, les restrictions de couvre-feu imposées par le gouvernement dans le cadre de COVID ont eu pour effet de réduire les avantages que cette fourniture gratuite pourrait apporter. Le Burkina a confirmé son premier cas de coronavirus alors qu'il entrait dans la saison sèche, où les approvisionnements en eau peuvent être limités. Reuters rapporte que le couvre-feu du gouvernement, qui est entré en vigueur le 27 mars et n'a été levé que le 3 juin, a empêché les

Ces mémoires sont à l'état de projet, car ils sont en cours d'élaboration. Si vous souhaitez citer, veuillez contacter l'équipe WIEGO à : [laura.alfers@wiego.org](mailto:laura.alfers@wiego.org)



habitants des zones pauvres d'accéder aux fontaines communes qui ne coulent que la nuit pendant la saison sèche.

Pour un effet maximal, les mesures doivent également être coordonnées dans leur durée. Ainsi, par exemple, lorsque les mesures de verrouillage s'atténuent, il convient de réfléchir aux types d'aide dont les travailleuse-eur-s informels pourraient avoir besoin pour retourner au travail en toute sécurité et efficacité, par exemple en passant des subventions en espèces pour remplacer les revenus perdus, à des prêts ou des financements pour la recapitalisation des entreprises des travailleurs, et à la fourniture d'EPI pour un environnement de travail sûr. Lorsque les mesures sont coordonnées de cette manière, elles ont le potentiel d'offrir une mosaïque de mécanismes de secours et de soutien, qui répondent aux besoins multidimensionnels auxquels les travailleuse-eur-s informels sont confrontés dans un contexte de pandémie.

## **COVID 19: StreetNet International et WIEGO engagement & nouveautés**

- « **Podcast de l'économie informelle: protection sociale** » de WIEGO: #16 Les défis à relever pour protéger les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s informels au Pérou et au Mexique, disponible en [anglais](#) et en [espagnol](#).

## **À PROPOS DE WIEGO**

Les femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (WIEGO) est un réseau mondial qui vise à garantir les moyens de subsistance des travailleurs pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous pensons que tous les travailleurs devraient avoir les mêmes chances et les mêmes droits économiques. WIEGO crée le changement en renforçant les capacités des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, en élargissant la base de connaissances sur l'économie informelle et en influençant les politiques locales, nationales et internationales. Visitez le site <http://français.wiego.org/>.